



Parc national
du Mercantour

Avis conforme N° 2023-39

Saisine par autorité administrative : Commune de Saint-Dalmas-le-Selvage
Numéro de dossier : DP00611923P0001
Pétitionnaire : M. BRUN Blaise
Adresse : 1260 Chemin de la cabane de Begue – Mas Artaud 13280 MOULES
Nature de la demande : travaux en cœur de parc nécessaires à l'exploitation agricole, pastorale ou forestière
Intitulé du projet : Extension d'une cabane pastorale existante
Localisation : Les clos de Bousieyas, 06660 St-Dalmas-le-Selvage, Section A, parcelle 196.

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-11 et R424-17,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 17 d'application de la réglementation dans le cœur, et son annexe 3,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 6 mars 2023,

Considérant la demande d'avis conforme datée du 27 janvier 2023 relative à des travaux d'extension d'une cabane pastorale existante inscrits dans le dossier de déclaration préalable n°DP00611923P0001, déposé par M. BRUN Blaise,

Considérant que le projet consiste en des travaux en cœur de parc nécessaires à une exploitation pastorale,

Considérant que le projet consiste en une extension de 9 m² de la cabane pastorale existante,

Considérant que cette extension sera construite en bois de mélèze à l'identique du bâtiment existant et aménagée en salle d'eau équipée de toilettes sèches et d'une douche solaire,

Considérant que cet aménagement répond à un besoin de confort sanitaire élémentaire pour le berger en charge du troupeau bénéficiaire de l'alpage,

Considérant que ces modifications architecturales ne remettent pas en cause le caractère du bâti, grâce au respect général des formes, à l'utilisation de matériaux traditionnels ou de matériaux aux coloris sobres,

Considérant toutefois la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis conforme favorable à la déclaration préalable n°DP00611923P0001, déposée par M. BRUN Blaise, portant sur des travaux d'extension d'une cabane pastorale, sise aux clos de Bousieyas sur la commune de Saint-Dalmas-le-Selvage, Section A parcelle 196.

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes :

2.1. Préalablement à toute intervention sur le bâtiment concerné, le pétitionnaire est tenu d'organiser de concert avec le Service Départemental de l'Archéologie Préventive (DRAC), la mise en œuvre d'une étude d'archéologie du bâti.

2.2. Si le démontage des restes de charpente de l'ancienne annexe est nécessaire, il sera conditionné à la réalisation de prélèvements d'échantillons à des fins d'étude dendrochronologique, selon la méthodologie définie dans le cadre de l'étude archéologique - cf prescription 2.1.

2.3. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les zones abritant des espèces végétales protégées et/ou d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (y compris drop-zones, cheminements, zones de stockage des matériaux) seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire (y compris pierres).

Leur repérage préalable devra être effectué par un représentant du Parc national du Mercantour.

Contacts service territorial :

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.02.42.27

2.4. Les abords du site ainsi que les enclos en pierres situés à proximité doivent être préservés.

- Murs, Toit et maçonneries

2.5. Aucun prélèvement de pierres sur le site n'est autorisé.

2.6. La toiture sera réalisée en bac-acier avec la pose de bardeaux de mélèze en surimposition.

2.7. L'ensemble des murs sera constitué d'éléments en bois de mélèze, en assemblage pièce sur pièce de madriers en mélèze. L'isolation sera réalisée à l'aide de matériaux ne comportant aucun dérivé plastique ou pétrolier susceptible de polluer le milieu après dégradation (type polystyrène...).

2.8. La porte sera réalisée en mélèze et devra être conforme à la forme traditionnelle des portes des bâtiments du secteur des granges de Bousieyas.

2.9. Les prélèvements d'eau nécessaires aux maçonneries seront réalisés à partir du captage d'eau de la cabane pastorale sans intervention dans les cours d'eau ni sur leurs berges.

2.10. Le stockage des composants du mortier, des engins et outils de maçonnerie sera réalisé sur bâche et protégés des intempéries et des intrusions de la faune sauvage. Le mortier sera réalisé dans des bacs ou sur des bâches étanches et hors périodes de pluie. Un bac de rétention étanche et d'une contenance suffisante devra être utilisé pour le lavage des outils et engins de maçonnerie, afin de permettre la décantation des laitances.

- Assainissement :

2.11. L'ensemble des rejets des toilettes sèches sera stocké dans des contenants hermétiques et régulièrement évacués en dehors du cœur du parc national vers une installation de traitement autorisée.

2.12. Les installations sanitaires (évier, douche éventuelle) seront connectées à une station portative de traitement des eaux grises, par biofiltres.

2.13. L'évacuation de la station d'épuration portative sera éloignée des abords immédiats de la cabane et des milieux sensibles préalablement identifiés lors de la réunion d'ouverture du chantier, particulièrement les zones humides et ruisselets.

2.14. Les éventuels évier extérieur ou cuve de stockage d'eau ainsi que la station d'épuration portative devront être entièrement amovibles, être remisés et stockés à l'intérieur de la cabane à chaque fin de saison pastorale afin d'éviter leur dégradation en hiver.

- Prescriptions relatives à l'organisation et au déroulement général du chantier

2.15. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

2.16. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, de la date prévue des travaux a minima 15 jours ouvrés avant le démarrage de ces derniers.

- Prescriptions relatives aux déchets et aux risques de pollution accidentelle

2.17. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des matériaux et déchets en extérieur sera réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.18. Enfin de chantier, l'intégralité des résidus de matériaux et des déchets liés au chantier, y compris sur les emplacements de stockage temporaire, devra être collectée et évacuée en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée.

Ces résidus et déchets comprennent notamment :

- les résidus de repiquage et de décantation des maçonneries ;
- les matériaux issus du raclage et du régalinge des sols intérieurs ;
- les emballages divers, mégots, canettes, papiers ;
- les résidus même biodégradables issus de la consommation de denrées alimentaires par les ouvriers du chantier.

2.19. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de type bétonnière, compresseur et groupe électrogène seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué.

2.20. Tous les équipements susceptibles de générer une pollution par fluide (fluides hydrauliques, carburant...) seront installés sur des bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité. Les ravitaillements en carburant seront positionnés le plus loin possible des zones mises en défens et mis en œuvre sur des espaces équipés d'un revêtement étanche, entièrement amovible.

Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution et seront formées à leur utilisation.

2.21. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.22. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable n° n°DP00611923P0001.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des prescriptions du présent avis conforme peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Conformément à l'article R.462-7 c) du code de l'urbanisme, le récolement à l'achèvement des travaux est obligatoire.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect des prescriptions du présent avis conforme ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Saint-Dalmas-le-Selvage et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 8 mars 2023

La directrice-adjoint
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :
- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.